

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-35 du 25 octobre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'administration propose de réduire la liste des articles exemptés du Buy American Act
2. Le Département du Commerce assouplit son dispositif de contrôle export dans le secteur spatial

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Énergie aide au financement d'un réseau de détection de méthane dans les grandes régions productrices de pétrole et de gaz
4. Le Département de l'Énergie annonce les lauréats de l'appel d'offres « HALEU Enrichment »

Transport et infrastructure

5. La FAA acte la création d'une nouvelle catégorie d'aéronefs (« *powered lift* »), en finalisant un règlement sur la formation et la qualification des pilotes de ces appareils
6. La NHTSA lance une évaluation préliminaire du système FSD fourni par Tesla comme fonctionnalité d'automatisation partielle de la conduite à bord de ses véhicules

Industrie

7. Le Natcast a dévoilé le plan stratégique du NSTC pour 2025-2027
8. Le Département américain du Trésor a publié les règles définitives pour le crédit d'impôt sur l'investissement dans la production de semiconducteurs

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

9. La Maison-Blanche publie un mémorandum de sécurité nationale pour renforcer le leadership américain en matière d'intelligence artificielle
10. Character.AI annonce des mesures de sécurité suite au dépôt d'une plainte après le suicide d'un adolescent

Santé

11. Le fonds américain CD&R devrait finalement racheter Opella, fabricant français du Doliprane

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration propose de réduire la liste des articles exemptés du Buy American Act

Le 21 octobre, la Maison-Blanche a [annoncé](#) un projet de règlement visant à retirer 70 articles sur les 109 contenus dans la liste des articles « non disponibles » (Federal Government's non availability-list) exemptés des exigences fédérales établies par le Buy American Act. Ce projet étend ainsi le champ d'application des exigences de contenu locales applicables aux achats publics. Selon les cas, quatre motifs justifient les suppressions d'articles proposées : (i) une capacité de fabrication domestique suffisante ; (ii) des préoccupations en matière de sécurité nationale et de chaîne d'approvisionnement ; (iii) une demande gouvernementale limitée ; (iv) l'obsolescence du produit. Si une agence souhaitait se procurer un article ne bénéficiant pas d'une exemption pour non-disponibilité, la règle proposée exigerait qu'elle (i) soumette une demande d'octroi d'exemption (« *individualized waivers* ») au Made in America Office (MiAO) de la Maison-Blanche puis (ii) publie cette demande de dérogation sur un site officiel de l'administration fédérale. Si une agence souhaitait se procurer ces articles auprès d'un pays étranger qui n'est pas partie à un accord de libre-échange avec les États-Unis ou qui n'est pas partie à l'Accord sur les marchés publics de l'OMC, elle devra publier une « dérogation finale » sur le site officiel. Les parties prenantes auront 60 jours pour soumettre leurs commentaires suite à la publication de cette proposition dans le registre fédéral.

2. Le Département du Commerce assouplit son dispositif de contrôle export dans le secteur spatial

Le Département du Commerce a [publié](#) le 17 octobre trois règles destinées à faciliter les exportations de certains équipements pour l'industrie spatiale. La première règle, finale, [publiée](#) le 23 octobre, supprime la condition d'obtention préalable d'une licence pour exporter certains produits liés à la télédétection, à la logistique, à l'assemblage ou à l'entretien d'engins spatiaux vers l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni. La seconde règle, [entrée](#) en vigueur le 23 octobre, mais dont le contenu est soumis à commentaires publics jusqu'au 22 novembre, prévoit de (i) supprimer la condition d'obtention préalable d'une licence pour exporter certains produits auprès de 40 pays alliés des États-Unis, dont la France, (ii) simplifier les conditions d'octroi d'une licence pour les équipements présentant une moindre criticité vers certaines destinations et (iii) élargir les exceptions d'octroi de licences pour certains programmes de coopération de la NASA. Enfin, la troisième règle, qui constitue seulement une proposition à ce stade, [prévoit](#) de transférer certains composants soumis jusqu'ici au dispositif de contrôle export des biens militaires (ITAR) vers le dispositif de contrôle export des biens à double usage (EAR), administré par le Département du Commerce, ouvrant la possibilité à certains des biens couverts de bénéficier d'une exemption pour être exportés vers certaines destinations. Le contenu de cette proposition est également soumis à une procédure de commentaires publics jusqu'au 22 novembre.

Brèves

- Le 18 octobre, la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a [co-présidé](#) avec Paula Gopee-Scoon, la Ministre du Commerce et de l'Industrie de Trinidad-et-Tobago, présidente du Conseil du commerce et du développement économique de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) une réunion réunissant des représentants des pays du CARICOM. Les échanges ont porté sur les possibilités de coopération visant à promouvoir des politiques commerciales et d'investissement inclusives, notamment dans le cadre de l'Initiative du Bassin des Caraïbes (Caribbean Basin Initiative) et l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement entre les États-Unis et la CARICOM (United States-CARICOM Trade and Investment Framework Agreement).
- Du 23 au 25 octobre, K. Tai s'est [rendu](#) au Brésil, accompagnée du Négociateur en Chef pour l'Agriculture, Doug McKalip. Le 24 octobre, ils ont participé à la réunion ministérielle G20 « Commerce et Investissement » à Brasília.
- Le 21 octobre, le Département américain du Commerce a [ajouté](#) 26 sociétés au sein de l'Entity List. Celles-ci sont basées au Pakistan (16), en Chine (6), aux Émirats arabes unis (3) et en Égypte (1). Elles seront soumises à des restrictions d'exportations en raison de leur implication dans des activités de violation du contrôle export, de développement de programmes militaires présentant des risques pour la sécurité nationale américaine et de violation des sanctions en vigueur contre la Russie et l'Iran.
- Le 17 octobre, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de trois entités et un individu, basés en Russie et en Chine, impliqués dans des activités de conception de drones d'attaque Garpiya utilisés par la Russie dans le cadre de l'invasion en Ukraine.
- Le 24 octobre, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'encontre d'un citoyen soudanais accusé d'avoir dirigé les actions des Forces armées soudanaises dans le cadre du conflit les opposant aux Forces de soutien rapide.

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Énergie aide au financement d'un réseau de détection de méthane dans les grandes régions productrices de pétrole et de gaz

Dans le cadre du programme « Investing in America », le Département américain de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 23 octobre un prêt garanti de 162,4 M\$ en faveur de LongPath Technologies, Inc. (LongPath). Ce prêt contribuera à financer le projet « Active Emissions Overwatch System » de LongPath, qui vise à déployer des détecteurs à distance de méthane sur de vastes zones afin de fournir des services de détection, de localisation et de quantification des émissions pour des dizaines de milliers de sites pétroliers et gaziers. Le DoE précise que le projet prévoit la construction et l'installation de plus de 1 000 tours de surveillance des émissions de méthane s'inscrivant dans un réseau de surveillance de 62 000 km² et comprenant des sites dans toutes les grandes régions de production de pétrole et de gaz des États-Unis, notamment en Californie, au Colorado, au Nouveau-Mexique, au Dakota du Nord, en Oklahoma, en Pennsylvanie, au Texas et au Wyoming. Le DoE rappelle que le méthane est un gaz à effet de serre jusqu'à 80 fois plus puissant que le dioxyde de carbone et précise que ce réseau doit permettre d'éviter l'équivalent d'au moins 6 Mt CO₂ équivalent par an en permettant aux abonnés d'identifier les fuites et de les traiter rapidement. Le DoE indique également que LongPath s'approvisionne en composants auprès de fournisseurs basés aux États-Unis, notamment en Floride et en Californie, renforçant ainsi les chaînes d'approvisionnement nationales pour les technologies innovantes. Le DoE mentionne que la technologie utilisée, basée sur des tours équipées de lasers pouvant chacune surveiller une zone de 21 km² en fournissant des mises à jour toutes les 2 heures sur les concentrations de gaz à effet de serre présents dans l'air, a été développée par l'Université du Colorado, l'Institut national des normes et de la technologie (NIST) avec le soutien de l'ARPA-E (Advanced Research Projects Agency-Energy) et de subventions complémentaires du DOE.

4. Le Département de l'Énergie annonce les lauréats de l'appel d'offres « HALEU Enrichment »

Le Département américain de l'Énergie (DoE) a annoncé le 17 octobre, avoir sélectionné quatre entreprises dans le cadre de son appel d'offre « HALEU Enrichment » (HALEU Enrichment Acquisition Request for Proposal (RFP)) émis en janvier 2024. Le DoE précise que cette RFP vise à établir un approvisionnement américain en uranium faiblement enrichi à haut dosage (*high-assay low-enriched uranium -HALEU*) pour soutenir la démonstration et le déploiement de technologies de réacteurs avancées, créer des emplois bien rémunérés et de qualité et renforcer le leadership des États-Unis dans l'industrie nucléaire. Le DoE souligne que ce projet est financé par l'Inflation Reduction Act (IRA) et est une mesure essentielle pour renforcer la sécurité énergétique et nationale des États-Unis, parvenir à une économie zéro émission d'ici à 2050 et mettre en place une chaîne d'approvisionnement nationale en combustible nucléaire solide et fiable, à l'abri de l'influence de pays étrangers hostiles.

Les quatre entreprises retenues sont : Louisiana Energy Services, Orano Federal Services (du groupe français Orano), General Matter et American Centrifuge Operating.

Le communiqué indique que l'HALEU, enrichi entre 5 % et 20 %, est plus efficace par rapport aux formes d'uranium moins enrichies et que de nombreux réacteurs avancés utiliseront l'HALEU pour réduire leur taille, allonger leur cycle d'exploitation et améliorer leur efficacité par rapport aux technologies actuelles. Le DoE précise que les quatre entreprises sélectionnées présenteront des propositions pour des travaux futurs de production et de stockage d'HALEU sous forme d'hexafluorure d'uranium gazeux, qui sera ensuite transformé en combustible pour les réacteurs avancés.

Le DoE précise que tous les contrats auront une durée maximale de 10 ans, pour un montant minimum de 2 M\$ provenant d'un budget total maximal de 2,7 Md\$, sous réserve de la disponibilité des crédits.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 16 octobre l'ouverture d'un appel à projet, avec un financement pouvant atteindre 900 M\$, pour soutenir le déploiement des technologies des petits réacteurs modulaires (SMR) de génération III+ (Gen III+). Le DoE estime que les États-Unis auront besoin d'environ 700 GW à 900 GW de capacités supplémentaires de production d'électricité propre pour parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050, et que le nucléaire est une option qui a fait ses preuves. Les financements proviennent des fonds de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL).
- Le Département d'État américain (DoS) a [indiqué](#) le 21 octobre que les États-Unis se félicitaient d'un nouvel investissement dans le projet de Serra Verde au Brésil, réalisé par Denham Capital et Energy and Minerals Group (États-Unis) et Vision Blue Resources (Royaume-Uni), visant à l'amélioration des opérations et à l'expansion à long terme d'une production durable de terres rares au Brésil. Le DoS précise que cet investissement démontre le rôle du Partenariat pour la sécurité des minéraux (Minerals Security Partnership - MSP) dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement durables, sûres et diversifiées, ainsi que le rôle du Réseau d'investissement dans les minéraux pour la sécurité énergétique vitale et la transition (Minerals Investment Network for Vital Energy Security and Transition – MINVEST) dans le soutien aux projets stratégiques du MSP.
- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 17 octobre des avancées dans le développement de l'énergie géothermique sur les terres fédérales avec l'approbation du projet Fervo Cape dans l'Utah qui pourra produire jusqu'à 2 GW. Le DoI rappelle également la vente de baux géothermiques le 8 octobre dans l'État du Nevada portant sur 64 parcelles pour un total d'environ 88 000 ha, la plus réussie selon le DoI depuis 2008 et la deuxième plus importante de tous les temps en termes de recettes. Le DoI a également annoncé à cette occasion qu'une proposition de simplification des procédures environnementales sur la phase de découverte des ressources géothermiques sera prochainement publiée au registre fédéral et soumise à une consultation publique de 30 jours.

Transport et infrastructure

5. La FAA acte la création d'une nouvelle catégorie d'aéronefs (« *powered lift* »), en finalisant un règlement sur la formation et la qualification des pilotes de ces appareils

Le 22 octobre, en marge d'un déplacement à la conférence de la National Business Aviation Association (NBAA) à Las Vegas, l'administrateur de la FAA (Federal Aviation Administration) M. Whitaker a [annoncé](#) la publication d'un [règlement final](#) établissant les exigences de formation et de qualification applicables aux instructeurs et pilotes d'aéronefs relevant d'une toute nouvelle catégorie créée à cette occasion, appelée « *powered lift* » (à portance motorisée). Soulignant qu'il s'agissait de la première création d'une nouvelle catégorie d'appareils volants civils depuis près de 80 ans, M. Whitaker a déclaré que « ce règlement historique ouvrait la voie pour permettre la réalisation d'opérations de mobilité aérienne avancée (Advanced Air Mobility, AAM) à grande échelle dans le futur ».

La FAA indique que les appareils de la catégorie « *powered lift* » présentent des caractéristiques appartenant à la fois aux hélicoptères (décollage et atterrissage à la verticale) et aux avions (en phase de croisière). Elle mentionne des possibilités d'usage larges de ces aéronefs, dans le cadre du transport de personnes (taxis, ambulance) ou de marchandises (fret, livraison de colis), en milieu urbain ou rural.

Le règlement publié cette semaine traite principalement de la certification et de la formation des pilotes de ces aéronefs, mais instaure également certaines exigences d'exploitation telles que les conditions minimales d'altitude et de visibilité. En particulier, ce règlement :

- Modifie plusieurs règlements existants et établit un règlement aérien fédéral spécial (Special Federal Aviation Regulation, SFAR) comprenant de nouvelles exigences pour faciliter la certification et la formation des instructeurs et des pilotes ;
- Applique les exigences d'exploitation relatives aux hélicoptères à certaines phases de vol et adopte une approche fondée sur les performances pour certaines règles d'exploitation ;
- Autorise la formation des pilotes dans des appareils « *powered lift* » comprenant un ensemble unique de commande de vol (alors que les anciennes règles exigeaient la présence de deux ensembles de commandes de vol, l'un pour l'élève et l'autre pour l'instructeur).

La FAA rappelle qu'elle avait précédemment déterminé que les appareils « *powered lift* » pouvaient être certifiés en utilisant les réglementations existantes. Elle indique par ailleurs avoir procédé à la mise à jour d'autres réglementations afin que les taxis aériens puissent être utilisés dans le cadre de services commerciaux et rappelle avoir publié l'an dernier un [plan directeur](#) sur les concepts d'opérations de mobilité aérienne urbaine (Urban Air Mobility, UAM).

6. La NHTSA lance une évaluation préliminaire du système FSD fourni par Tesla comme fonctionnalité d'automatisation partielle de la conduite à bord de ses véhicules

Le 17 octobre, la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration), agence fédérale chargée de la sécurité routière au sein du Département des Transports (DoT), a [procédé](#) au lancement d'une évaluation préliminaire (Preliminary Evaluation) concernant le système FSD (Full Self Driving) fourni par Tesla. Cette fonctionnalité, désignée par Tesla comme un « système d'automatisation partielle de la conduite » (*partial driving automation system*), est proposée à titre optionnel à bord de 33 modèles de la marque (Cybertruck depuis 2023, Model Y depuis 2020, Model 3 depuis 2017, Model S et Model X depuis 2016).

La NHTSA indique que l'ouverture de cette évaluation préliminaire fait suite à la remontée de 4 rapports d'incidents faisant état de collisions de véhicules survenus dans des conditions de visibilité réduite sur la chaussée, alors que le système FSD était activé. Dans l'un des accidents, la collision a provoqué la mort d'un piéton, tandis qu'un autre accident a entraîné une blessure. Selon les rapports d'incidents, les conditions de visibilité réduite sur la chaussée avaient été causées par l'éblouissement du soleil ou la présence de brouillard ou de poussières en suspension dans l'air.

Selon la NHTSA, l'évaluation préliminaire aura pour objectif d'évaluer :

- La capacité du système FSD à détecter et à réagir de manière appropriée aux conditions de visibilité réduite sur la chaussée ;
- Si d'autres collisions similaires se sont produites dans des conditions de visibilité réduite sur la chaussée et, le cas échéant, les circonstances ayant contribué à ces collisions ;
- Les éventuelles mises à jour ou modifications apportées par Tesla au système FSD qui sont susceptibles d'affecter les performances du système dans des conditions de visibilité réduite sur la chaussée. Il s'agira en particulier d'évaluer le calendrier, les objectifs et les capacités de ces mises à jour, ainsi que l'évaluation effectuée par Tesla concernant leur impact sur la sécurité.

Industrie

7. Le Natcast a dévoilé le plan stratégique du NSTC pour 2025-2027

Le Natcast, l'opérateur du National Semiconductor Technology Center (NSTC), a [publié](#) le 24 octobre le plan stratégique pour le NSTC sur la période 2025-2027, articulé autour de trois grands objectifs : (i) accroître le leadership technologique des États-Unis en matière de semi-conducteurs, (ii) réduire le temps et le coût pour le prototypage et (iii) contribuer à construire un écosystème pour la formation professionnelle pour l'industrie des semi-conducteurs. Le NSTC entend s'inscrire dans une logique complémentaire de l'industrie, en investissant dans des technologies nouvelles sur lesquelles les géants du secteur n'investissent pas et en favorisant la transition « *lab-to-fab* » pour ces technologies.

8. Le Département américain du Trésor a publié les règles définitives pour le crédit d'impôt sur l'investissement dans la production de semiconducteurs

Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 22 octobre les règles définitives concernant le crédit d'impôt sur l'investissement dans la production de semiconducteurs aux États-Unis prévu par le CHIPS Act. Ce crédit d'impôt, fixé à 25 % du montant des investissements éligibles, couvrira les installations entrées en service après le 31 décembre 2022, ou dont la construction a débuté après le vote du CHIPS Act le 9 août 2022, dès lors que la mise en chantier a débuté avant le 1^{er} janvier 2027. Le Département du Trésor précise que plus de 400 Md\$ d'investissements privés ont été annoncés dans le secteur des semiconducteurs au cours du mandat de Joe Biden.

Brèves

- Le Département du Commerce américain a [annoncé](#) le 21 octobre entrer en discussion avec l'entreprise américaine Hemlock pour l'attribution d'une subvention de 325 M\$ au titre du CHIPS Act. Ces fonds serviront à la construction d'une nouvelle usine de polysilicium de haute pureté dans le Michigan, permettant la création de 180 emplois manufacturiers.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- La bactérie « E. coli » présente dans des hamburgers de chez McDonald's a fait de nombreuses victimes selon les autorités sanitaires. Cette intoxication, qui a touché 10 États de l'ouest, a fait l'objet d'une large [couverture](#) par les grands médias américains. 49 personnes ont été infectées, dont 10 hospitalisées, et une personne âgée est morte, ont fait savoir les Centres de prévention et de lutte contre les maladies ([CDC](#)). L'action de McDonald's a perdu 5 % depuis cette annonce. Ce jeudi, McDonald's a annoncé avoir identifié les oignons du burger « *quarter pounder* » comme responsables de cette contamination. L'enseigne a retiré de la vente le burger dans plusieurs États et les chaînes de fast-food KFC, Taco Bell, Pizza Hut et Burger King ont retiré les oignons concernés de leurs menus.
- Le Farm Bureau a [évalué](#) les dégâts de l'ouragan Milton qui a frappé la Floride le 10 octobre dernier. Les comtés touchés par l'ouragan Milton représentaient une valeur de 7,4 Md\$ en termes de production agricole. Le Farm Bureau estime les dégâts finaux proches de 1,5 Md\$. Les principales productions affectées seraient : les légumes, les fruits, agrumes et fruits à coques, les fleurs et les pépinières. Les comtés touchés par la tempête représentent 83 % de la production totale de fruits et de fruits à coque, dont 94 % des oranges Valencia et 90 % des oranges Navel. La culture de la fraise, dont la Floride est le deuxième producteur du pays, a été fortement touchée puisqu'environ 99 % des terres cultivées en fraises se trouvaient sur la trajectoire de l'ouragan Milton.

Numérique et innovation

9. La Maison-Blanche publie un mémorandum de sécurité nationale pour renforcer le leadership américain en matière d'intelligence artificielle

Le 24 octobre, la Maison-Blanche a [publié](#) un mémorandum de sécurité nationale (NSM) sur l'intelligence artificielle (IA), dans le prolongement de la mise en œuvre du décret présidentiel du 30 octobre 2023. Ce NSM [détaille](#) la stratégie du gouvernement américain pour préserver et renforcer son leadership en matière d'IA, structurée autour de trois priorités principales.

Un premier axe vise à consolider la position des États-Unis dans le développement de systèmes d'IA sûrs, sécurisés et de confiance. À cette fin, les administrations sont encouragées à (i) développer la résilience des chaînes d'approvisionnement américaines en semi-conducteurs, (ii) mieux protéger les acteurs américains contre les actions d'espionnage de puissances étrangères et (iii) accroître les investissements publics et privés dans les technologies d'IA, ainsi que dans les infrastructures nécessaires, telles que les capacités de calcul et les ressources énergétiques. Par ailleurs, le mémorandum désigne l'AI Safety Institute (ASI) du National Institute of Standards and Technology (NIST) comme l'interlocuteur clé pour l'évaluation de la sûreté des modèles d'IA avancés, tant avant qu'après leur mise sur le marché. De plus, le NSM confie au Conseil économique national (NEC) la tâche de coordonner une évaluation visant à mesurer l'avantage compétitif de l'écosystème américain de l'IA dans le secteur privé.

Un deuxième axe concerne l'utilisation des technologies d'IA pour renforcer la sécurité nationale américaine « dans le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques ». À cet effet, le mémorandum s'accompagne de la publication du « Framework to Advance AI Governance and Risk Management in National Security » afin d'orienter les agences concernées (défense, renseignements) dans l'adoption de pratiques responsables. Concomitamment, un Groupe de coordination de l'IA pour la sécurité nationale sera créé dans le but d'harmoniser les politiques pour le développement, l'acquisition et l'évaluation des technologies d'IA des agences concernées.

Enfin, un troisième axe concerne la promotion d'un agenda international sur la gouvernance de l'IA. Le Département d'État, en étroite coordination avec plusieurs agences fédérales, disposera de 120 jours pour élaborer une stratégie visant à établir et promouvoir des normes internationales en matière de gouvernance de l'IA.

10. Character.AI annonce des mesures de sécurité suite au dépôt d'une plainte après le suicide d'un adolescent

Le 24 octobre, Megan Garcia a [déposé](#) plainte contre Character.AI, ses fondateurs Noam Shazeer et Daniel De Freitas ainsi que Google après le suicide de son fils de 14 ans, Sewell Setzer III. La plainte accuse la plateforme d'être « dangereusement défectueuse » notamment pour (i) avoir fourni un soutien psychologique sans licence, (ii) anthropomorphisé des personnages d'IA et (iii) été massivement utilisée par des mineurs. En réponse, Character.AI a [annoncé](#) la mise en place de nouvelles mesures de sécurité : restrictions pour les mineurs, avertissements sur

la nature fictive des interactions et renforcement de la détection des comportements à risque.

Brèves

- Anthropic a [dévoilé](#) Claude 3.5 Sonnet, un modèle d'IA capable d'interagir avec un ordinateur en pointant, cliquant et tapant.
- Microsoft a [lancé](#) une série d'agents semi-autonomes pour automatiser des tâches dans des secteurs tels que les ventes et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, intégrés dans Microsoft 365 Copilot.
- Meta a [réintroduit](#) la reconnaissance faciale sur Facebook et Instagram pour aider à récupérer des comptes et détecter des publicités frauduleuses. Cette fonctionnalité n'a toutefois pas été réintroduite dans l'Union européenne.
- Perplexity AI [cherche](#) à lever 500 M\$, valorisant potentiellement l'entreprise à 8 Md\$, après une précédente levée de fonds de 3 Md\$ cet été, soutenue par SoftBank.

Santé

11. Le fonds américain CD&R devrait finalement racheter Opella, fabricant français du Doliprane

Le géant pharmaceutique français Sanofi a [annoncé](#) le 21 octobre être entré en négociations exclusives avec le fonds d'investissement américain CD&R à propos du rachat d'une participation majoritaire de 50 % dans Opella, qui produit notamment le médicament Doliprane. Cette annonce implique que l'offre concurrente qui avait été faite la semaine dernière par le fonds français PAI Partners pour ce rachat [voir [Brèves sectorielles du 18 octobre 2024](#)] a finalement été écartée au profit de celle de CD&R. Eric Rouzier, associé et chef de la branche santé européenne de CD&R, a [indiqué](#) que le fonds américain était « impatient de soutenir les activités [d'Opella] en France, y compris [son] empreinte manufacturière essentielle et ses capacités de R&D avancées, et de poursuivre le développement de sa plateforme mondiale afin de mieux servir les employés, les consommateurs et les patients ». Selon le communiqué de CD&R, la Banque publique d'investissement Bpifrance [devrait](#) aussi devenir actionnaire d'Opella en prenant une participation minoritaire d'environ 2 %.

Brèves

- Le 21 octobre, l'entreprise américaine de dispositifs médicaux GE Healthcare, basée à Chicago, a [annoncé](#) la création d'un programme d'innovation destiné à accélérer l'intégration de solutions d'intelligence artificielle dans ses produits, baptisé le « *AI Innovation Lab* ».
- Le 22 octobre, le CEO du fonds d'investissement américain Starboard Value, actionnaire à hauteur de 1 Md\$ du géant pharmaceutique Pfizer, a [exprimé](#) de vives critiques sur la gestion de l'entreprise lors d'une conférence à New York, estimant que Pfizer avait échoué à augmenter la

rentabilité des investissements de ses actionnaires alors que les profits du groupe pharmaceutique augmentaient.

- Le 23 octobre, Modifi Biosciences, une startup née à l'Université de Yale, dans le Connecticut, a [annoncé](#) son rachat pour 30 M\$ par le groupe pharmaceutique américaine Merck, basé dans le New Jersey.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)